



Communiqué de presse
5 mars 2014

La sucrerie de Grand Fond, 1^{ère} fouille préventive à La Réunion



L'Institut national de recherches archéologiques préventives intervient actuellement sur le site de Grand Fond, Pointe des Aigrettes, à Saint-Paul de La Réunion sur prescription de l'État (Direction des affaires culturelles - océan Indien). Il s'agit de la première fouille d'archéologie préventive terrestre à La Réunion. Celle-ci fait suite à un diagnostic réalisé en décembre 2012 par l'Inrap, qui a révélé des vestiges de la sucrerie de Grand-Fond. Aujourd'hui, cette opération de fouille est réalisée en amont des travaux de construction de logements sociaux, sous la maîtrise d'ouvrage de la Société d'habitations à loyer modéré de la Réunion (SHLMR).

Une première archéologique à La Réunion

L'archéologie préventive est une idée neuve à La Réunion. La création, en 2010, d'un service de l'archéologie au sein de la direction des affaires culturelles – océan Indien, en 2010, vise à développer la recherche, la conservation et l'étude de ce patrimoine dans l'océan Indien, comme dans les autres régions de métropole et d'outre-mer. À l'instar des Antilles et de la Guyane, les recherches programmées concernent la période coloniale et l'esclavage, mais La Réunion mène également des travaux pionniers sur le marronnage et les premiers peuplements de l'île.

La sucrerie de Grand-Fond

L'exploitation de la canne à sucre se développe à La Réunion dans la première moitié du XIX^e siècle, après la crise du café de la fin du XVIII^e siècle, les tumultes de la Révolution et les attaques anglaises de 1809-1810. Probablement édifiée au début du XIX^e siècle, la sucrerie de Grand-Fond connaît sa dernière campagne sucrière en 1894, avant d'être transférée à l'usine de Savanna.

Si la cheminée et quelques constructions étaient déjà connues sur le site, d'autres vestiges de bâtiments et quelques niveaux de sol ont été mis au jour au cours du diagnostic. C'est pourquoi une fouille préventive a été prescrite sur une emprise de 4 750 m², au plus près des élévations.

Jusqu'au 14 mars, six archéologues vont ainsi fouiller les vestiges, collecter des données sur l'architecture, l'organisation de la sucrerie, son évolution, le mode de vie de ses occupants ainsi que son fonctionnement. Leur étude contribuera à l'histoire sucrière de l'île et à une meilleure connaissance de ce quartier de Saint-Gilles-les-Bains.

Premiers résultats

Au terme du décapage réalisé à l'aide d'une pelle mécanique de 20 tonnes, les vestiges mis au jour s'organisent autour de deux ensembles de constructions. Le premier est situé à proximité des ruines de la sucrerie encore visibles (une cheminée et des maçonneries abritant une machine à vapeur, un support de moulin à canne et une chaudière). Cette zone complexe révèle plusieurs états de bâtiments arasés. L'édification des différents bâtiments industriels a, en outre nécessité un aménagement en terrasse, destiné à compenser le pendage naturel du terrain et

ménager des surfaces planes. Ce dispositif s'accompagne d'un réseau de caniveaux et de massifs de contreforts sur les murs les plus anciens.

Le second ensemble s'étend le long de la ravine Grand Fond, dont le courant a emporté une partie des murs et des sols sur sa rive nord. Plusieurs états de construction ont été identifiés et restent à dater. Ces bâtiments anciens, érigés en roche volcanique et divisés en petites unités régulières rappellent les habitats de travailleurs d'autres domaines sucriers du XIX^e siècle. Au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, ce terrain avait été remblayé pour accueillir une habitation en parpaing.

À l'issue des premiers résultats, les données archéologiques seront confrontées aux archives et actes notariés de la propriété. Cette recherche permettra d'avoir une image de l'évolution de cet ensemble de Grand Fond.

L'Inrap

Avec plus de 2 000 collaborateurs et chercheurs, l'Inrap est la plus importante structure de recherche archéologique française et l'une des toutes premières en Europe. Institut national de recherche, il réalise chaque année quelques 1 500 diagnostics archéologiques et 250 fouilles en partenariat avec les aménageurs privés et publics, en France métropolitaine et dans les Dom. Ses missions s'étendent à l'exploitation scientifique des résultats et à la diffusion de la connaissance archéologique auprès du public.

Financement **État, Société d'Habitations à loyer Modéré de La Réunion**
Contrôle scientifique **Service de l'archéologie de la Dac-océan Indien**
Recherche archéologique **Inrap**
Responsable scientifique **Christine Etrich, Inrap**

Contacts

Joëlle Sawané
Chargée de Développement culturel et de la Communication
Inrap, Direction interrégionale Grand Sud-Ouest
06 07 90 66 26 – joelle.sawane@inrap.fr

Mahaut Tyrrell
Chargée de communication médias
Inrap, service partenariats et relations médias
01 40 08 80 24 – mahaut.tyrrell@inrap.fr

Jimmy Ferblantier
Responsable communication SHLMR
06 92 44 66 27 – jimmy_ferblantier@shlmr.fr